

SKIKDA

# L'Angem teste le désir d'entreprendre chez les étudiants

**L'Angem de Skikda a élaboré un questionnaire intitulé «Le désir d'entreprendre chez les diplômés universitaires».**

Il est à mettre à l'actif du directeur de l'agence, M. Draoui Karim, et d'un enseignant à la faculté des sciences sociales et des sciences humaines de l'université du 20-Août-1955, M. Boudermine Mohammed. Scindé en cinq grands axes, «indications personnelles», «les entraves bureaucratiques», «les entraves familiales», «les entraves réglementaires» et

«les entraves personnelles», ce questionnaire comporte plus de 50 questions et formules à qui les étudiants sont tenus d'y répondre.

L'objectif est d'impliquer le pôle du savoir dans le processus d'identification et de création d'une génération d'entrepreneurs susceptibles de stimuler le développement économique local.

Le choix de l'Université est motivé par deux facteurs

complémentaires. Le premier : ses diplômés demeurent les plus grands demandeurs d'emplois. Ils sont aussi, du fait du faible investissement et de la faiblesse des offres formulées par les opérateurs économiques publics et privés, les moins concernés par les placements.

Le deuxième : le fort potentiel humain. On compte 20 384 étudiants dont près de 3 000 en graduation. D'ailleurs, ce sont ces derniers qui sont la population-cible du questionnaire. Au préalable, selon les explications de M.

Draoui, un pré-test sera réalisé sur un échantillon d'une dizaine d'étudiants, «manière de tater le pouls de nos sondés et d'effectuer les réajustements nécessaires sur notre questionnaire».

Et d'ajouter : «Notre sondage sera lancé la semaine prochaine.

La méthode à adopter sera définie dans les plus brefs délais avec la collaboration des responsables de l'université, déjà avisés. Le nombre des étudiants à cibler avoisinerait les 1 000.»

Zaïd Zoheir

ANNABA

## Le CCF : un appendice fonctionnel

**Rubrique sur Internet et panneau publicitaire seront dorénavant les supports qu'utilisera le Centre culturel français (CCF) de Annaba pour faire connaître à ses visiteurs et adhérents les articles de presse portant sur la couverture de ses activités.**

Il faut dire qu'avec l'équipe qui l'anime et que dirige Fabrice Morio, cette institution de l'Etat français s'est transformée en un appendice fonctionnel de la vie culturelle dans les régions de l'extrême-est de l'Algérie. Ses activités nombreuses ont pénétré les modes et les mœurs, animé le débat local, national et international, et nourrit le spectacle de notre société.

A sa manière, le CCF est devenu une culture avec ses stars, ses films, ses documentaires, sa riche bibliothèque, ses spectacles et ses autres animations médiatiques basées sur une stratégie de communication de haute teneur.

Cet espace formé par un immeuble haut de plusieurs étages sur le boulevard du 1<sup>er</sup>-Novembre 1954, est conçu comme un univers par les hommes et les femmes de lettres et de savoir.

Ceux-ci viennent constamment s'y ressourcer et permettre à leur inspiration d'emprunter rayonnages, salle de conférences, de projection, de musique et de danse.

En fait, depuis quelque temps, le CCF

est pratiquement partout. Il est bien entendu sur les journaux locaux et nationaux, sur les murs, Internet, la radio locale.

L'établissement culturel français à Annaba est arrivé à ce stade de la communication et de fréquentation grâce à la grande ouverture d'esprit et la facilité du contact humain de son principal animateur Fabrice Morio.

Il a comme un parfum de l'air du temps, le cadeau «plus», une des choses de la vie des habitants de Annaba et d'ailleurs. Physiquement, ils sont nombreux à venir, chaque jour, passer plusieurs heures à lire ou à se former sur l'informatique, l'apprentissage de la langue de Molière, échanger des idées et des contacts.

Virtuellement et pour le seul mois de mars 2009, ils ont été quelques 19 000 à accéder sur le site du CCF pour s'informer. «Ils», ce sont des internautes de quarante-cinq pays des cinq continents dont des Américains, Africains du Sud, Indonésiens, Coréens, Bahreïnais, Australiens, Brésiliens, Marocains qui, entre autres, y ont puisé des informations et fait connaissance avec ses activités.

C'est cet objectif d'universalité pour la chose culturelle que les responsables de cet établissement français de Annaba recherchent, alimentent, stimulent et consolident en décidant d'intégrer la vision des journalistes algériens. Pour ce faire, Fabrice Morio n'en censure aucun même

ceux, parmi les titres de presse, qui critiquent son animation, les espaces où cette dernière est fournie, la prestation des gens qu'il invite pour débattre de divers problèmes.

Et si la culture a une large place dans le programme qu'il élabore avec la collaboration de sa jeune équipe d'Algériens, la politique trouve parfois une petite place pour soulever des questions sur ce qui se passe à travers le monde. Il reste néanmoins que l'aspect économique constitue le parent pauvre de cette animation de tout instant.

Il est d'actualité en ces moments très difficiles où la planète est secouée par une crise qui dure toujours avec un impact dramatique sur les pays pauvres. Sous l'impulsion de Morio et son proche collaborateur Djamel Marir, les activités du CCF ont pris une ampleur telle qu'il est devenu vraiment difficile de trouver une place libre dans les différentes salles mises à la disposition des adhérents et des visiteurs.

L'extension étant impossible, il serait souhaitable de prévoir d'ores et déjà un espace plus adapté à ce lieu de rendez-vous de la culture.

Et quelle culture ! Elle est d'une grande richesse avec des thèmes parfois d'actualité traités en toute objectivité par des animateurs qui maîtrisent bien leur sujet.

A. Djabali

## Le PDG de la SGP Est-Sud-Est et son adjoint condamnés à 5 ans de prison ferme

**La cour d'appel a confirmé le verdict de cinq années de prison ferme à l'encontre des deux principaux accusés, prononcé en première instance le mois de janvier 2009.**

Une semaine après avoir entendu toutes les parties directement ou indirectement impliquées dans l'affaire Société de gestion de participations (SGP) des portefeuilles des EPE Est-Sud-Est, le représentant du ministère public qui avait requis diverses peines de prison ferme dont dix à l'encontre du PDG du directoire et de son proche collaborateur, la

plaidoirie des avocats de la défense, la cour d'appel a prononcé son verdict mardi dernier.

Neuf personnes également impliquées ont, quant à eux, fait l'objet d'une condamnation à une année de prison ferme alors que trois autres ont bénéficié de l'acquittement. Passation de marchés contraires à la réglementation, dilapidation des deniers

publics, détournements, abus de biens sociaux et complicité ont été les motifs retenus par les juges.

Les magistrats ont statué sur la base des conclusions de l'enquête effectuée par les éléments de la brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya d'Annaba courant 2008.

Ces conclusions précisaient les graves irrégularités relevées dans la gestion du patrimoine des entreprises et des filiales à l'origine de l'important préjudice. Il avait été confirmé par l'expert

désigné par le tribunal. L'affaire révélée, à l'époque, par les médias avait fait grand bruit sur la place publique de par la qualité des personnes impliquées. La comptabilité de plusieurs dizaines d'entreprises publiques et filiales de cette SGP implantées à travers une vingtaine de régions de l'est et du sud-est du pays avait été passée au peigne fin.

Plus d'une quarantaine de témoins avaient été auditionnés aboutissant à l'interpellation des quatorze principaux mis en cause.

Ali Bouacha

### BILAN DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2009 DE LA DCP DE TEBESSA Des mesures draconiennes

Tébessa, carrefour des transactions commerciales frauduleuses, louches et illicites, où l'économie nationale est sérieusement mise en ballottage, l'impulsion fiscale complètement paralysée et le consommateur menacé, la direction du commerce, des prix et de lutte contre la fraude de la wilaya a, au cours du 1er trimestre de l'année en cours, multiplié ses sorties au niveau de sa circonscription qui se sont soldées par 2 280 interventions dont 1 033 liées à l'exercice commercial (défaut de registre de commerce, défaut d'affichage de prix, inexistence de local, fraude dans le pesage, activités illicites, produits non conformes, etc.) et 1 247 interventions ayant trait à la qualité (produits prohibés, péremption de date, produits périmés, exposition non conforme...).

841 PV ont été établis avec la fermeture administrative de 30 locaux commerciaux et des amendes de l'ordre de 35 437 250 DA pour défaut de facture et 243 100 DA pour bénéfice illégal.

Quant au montant de la saisie des produits prohibés, il s'élève à 288 053,88 DA.

Saâdallah Djamel

### ORAN 1,64 milliard de dinars pour financer 16 opérations d'aménagement urbain

L'agence foncière de la wilaya d'Oran a consacré plus de 1,64 milliard de dinars pour le financement de 16 opérations inscrites au titre du programme annuel 2009 pour l'aménagement urbain, indique-t-on mardi auprès de son directeur général. Selon le responsable, 12 actions touchent l'aménagement de voiries, d'assainissement, de réhabilitation des routes et de terrains devant abriter des projets d'habitat de différents programmes. Ces projets visent à améliorer les bases foncières de la wilaya d'Oran destinées aux différents programmes de développement au profit d'opérateurs privés ou publics. Un nombre important de superficies soumises à l'aménagement sont réservées à l'habitat collectif, individuel ou participatif. Ces opérations, qui toucheront les communes des neuf daïras que compte la wilaya d'Oran, prendront en charge les travaux inscrits au plan d'occupation du sol situé à la nouvelle zone d'extension urbaine (cité Sabah), qui enregistre, ces dix dernières années, la réalisation de plus de 10 000 logements socioparticipatifs. Ce programme en cours de préparation permettra aussi, selon le responsable, d'aménager 4 sites pour implanter des projets industriels, notamment à la cité des sièges à l'USTO où on relève la réalisation de sièges de sociétés publiques et privées s'étendant sur une surface de 56 ha, en plus de blocs administratifs nouveaux, et des showroom sur les abords de la ligne express reliant la ville d'Oran à l'aéroport d'Es Senia.

Tous ces projets sont des priorités pour les plans de développement local de la wilaya, a souligné le même responsable avant d'indiquer que ces opérations visent l'extension des superficies urbaines de l'agglomération d'Oran pour la préparer à abriter des projets importants dans les délais impartis d'une part et de permettre aux sociétés et administrations de transférer leurs sièges, situés actuellement au centre-ville, vers ces nouvelles cités d'extension urbaine.

APS